

# agritrade

Le commerce ACP analysé et décrypté

## Note de synthèse



### 1. Contexte et principaux enjeux

### 2. Récents développements

Développements au niveau mondial et européen dans le secteur rizicole

Développements en Afrique de l'Ouest et centrale dans le secteur rizicole

Développements dans le secteur rizicole en Afrique australe et de l'Est

Développements dans le secteur rizicole des Caraïbes et du Pacifique

### 3. Implications pour les pays ACP

S'assurer que les nouvelles dérogations de l'OMC sur la sécurité alimentaire ne minent pas la production ACP

Trouver un équilibre entre des intérêts des consommateurs et des producteurs

Le besoin d'une harmonisation continue des politiques régionales

Partager les expériences en matière de politique commerciale dans le secteur rizicole

Questions cruciales face à la demande de riz en croissance rapide en Afrique

## Secteur rizicole

### 1. Contexte et principaux enjeux

Des prix plus élevés et une croissance rapide de la consommation intérieure de riz dans une série de pays ACP ont provoqué un renouveau d'intérêt au plan politique pour relancer la production rizicole, ce qui a abouti au lancement de plusieurs initiatives régionales dans le domaine, recourant en particulier aux instruments de politique commerciale. Cependant, en Afrique de l'Ouest, des politiques commerciales divergentes ont encouragé des volumes élevés d'échanges commerciaux de riz non déclarés, ce qui à son tour a conduit à un réexamen de la politique commerciale dans les pays concernés.

Alors qu'en Afrique il y eu une croissance forte des investissements et de la production dans le secteur rizicole, la croissance de la consommation a été encore plus élevée, et l'Afrique devient maintenant un marché majeur pour les exportateurs de riz asiatiques. Les politiques en matière de production et de commerce de riz ont un effet significatif sur le développement

du secteur en Afrique de l'Ouest, région dans laquelle l'approvisionnement en riz local, prêt à être consommé, des marchés urbains fait face à des défis liés à la compétitivité des prix et à la qualité.

*« Il y eu une croissance forte des investissements et de la production dans le secteur rizicole – mais la croissance de la consommation a été encore plus élevée »*

Les pays d'Afrique de l'Est et australe qui cherchent à promouvoir la production de riz rencontrent des problèmes similaires en matière de compétitivité des prix et de qualité. Les résultats en termes d'autosuffisance en riz varient selon les pays, tout comme les rendements et les coûts liés à la production de riz. La question du niveau approprié des tarifs douaniers pour le riz fait l'objet d'un débat important, étant donné le besoin de concilier les intérêts des consommateurs et des producteurs. Des initiatives

sont néanmoins en cours au sein de la CAE (Communauté d'Afrique de l'Est) pour harmoniser les politiques tarifaires dans le secteur.

L'amélioration de l'efficacité des chaînes d'approvisionnement est une question importante qu'il convient de traiter, étant donné la libéralisation, sur le long terme, des échanges en Afrique.

Des prix plus élevés ont facilité la diversification des marchés des exportateurs traditionnels caribéens de riz (Guyana et Suriname), qui auparavant bénéficiaient de marges de préférences tarifaires élevées sur le marché européen. Des efforts ont été entrepris pour déloger les exportateurs de riz américains de certains marchés ACP des Caraïbes, et ont été couronnés de succès (par ex. en Jamaïque). Cependant, les marchés régionaux font face à une concurrence accrue de la part des principaux exportateurs de riz asiatiques, et les décisions prises dans des pays tels que la Thaïlande prennent de l'importance pour les exportateurs de riz caribéens. De la même manière, les nouvelles règles à l'OMC concernant le soutien public aux producteurs de riz à des fins de sécurité alimentaire deviennent cruciales.

Malgré l'érosion de la valeur des préférences commerciales traditionnelles et la baisse importante des exportations caribéennes de riz vers l'UE sur les 10 dernières années, l'UE semble rester un marché potentiellement attractif pour les exportateurs caribéens de riz, puisque leur excédent exportable augmente. C'est le cas en particulier des exportations de riz blanchi à valeur élevée, emballé pour le marché de détail. Bien que la croissance de la consommation de riz de l'UE ralentisse, les importations devraient encore augmenter de 50 % d'ici 2022. De manière significative, le régime commercial de

l'UE pour le riz a permis aux importations de croître tout en maintenant la production intérieure. La révision par l'UE des niveaux de tolérance maximums pour le cadmium dans les produits alimentaires pourrait potentiellement poser un problème dans le secteur rizicole.

Dans le Pacifique, les efforts se poursuivent pour encourager l'investissement et pour augmenter la production locale de riz, bien que, dans ce contexte, une approche plus prudente vis-à-vis de l'utilisation d'outils de politique commerciale semble de mise.

## 2. Récents développements

### Développements au niveau mondial et européen dans le secteur rizicole

*« Un contexte nouveau semble apparaître en matière de prix – l'émergence de prix moyens mondiaux plus élevés »*

Des tendances contradictoires ont émergé à court et à long terme dans le secteur rizicole en 2013/14, en raison de décisions politiques dans les principaux pays producteurs et exportateurs de riz. Selon l'analyse de l'institut britannique ODI (Overseas Development Institute), malgré une certaine volatilité des prix, un contexte nouveau semble apparaître en matière de prix, à savoir la fin des bas prix pour le riz et l'émergence de prix moyens mondiaux plus élevés (jusqu'au milieu de l'année 2013, les prix moyens du riz se situaient à 120 % au-dessus des niveaux des prix). Cette tendance pourrait créer des opportunités pour les producteurs de riz africains (voir article Agritrade « [La hausse des prix](#)

[du riz est-elle une opportunité que les agriculteurs africains doivent saisir ? »](#), 2 décembre 2013).

Depuis la montée subite des prix en 2007/08, ces derniers sont restés élevés malgré une croissance de la production légèrement supérieure à la consommation de riz, du fait du maintien par les principaux pays producteurs/consommateurs de riz (Chine, Inde et Thaïlande) de niveaux de stocks publics supérieurs de 60 % à ceux de la période 2006/07 (de 50 à 80 millions de tonnes). Une modification des politiques en matière de stocks publics des trois principales économies productrices/consommatrices de riz pourrait avoir des implications significatives pour les prix mondiaux du riz.

*« Une modification des politiques en matière de stocks publics des économies productrices/consommatrices de riz pourrait avoir des implications significatives pour les prix mondiaux du riz »*

Cette situation est devenue évidente en 2013/14 lorsque le gouvernement thaïlandais a commencé à libérer ses stocks de riz, ce qui a entraîné une hausse subite des exportations thaïlandaises de riz, en plus d'un déclin rapide des prix (- 23,6 % à - 41,5 % de juillet 2013 à mai 2014, selon la variété et la qualité). Jusqu'à mai 2014, les prix du riz thaï se situaient entre 29,6 % et 39 % en dessous des prix moyens du riz en 2012. À partir de mai 2014, cependant, la tendance a commencé à s'inverser lorsque le nouveau gouvernement militaire a suspendu les exportations de riz en attendant de pouvoir examiner la situation au niveau national. Les développements récents intervenus sur les prix du riz thaï montrent l'impact des décisions politiques sur les évolutions du marché mondial du riz.

La conclusion de l'ODI concernant la fin du riz à bas prix sur le marché mondial semble être corroborée par les résultats du *Rice Market Monitor* de la FAO de juillet 2014, qui a montré un ralentissement de la croissance de la production de riz de 2 % par an en moyenne depuis 2000 à 1,1 % en 2013, et à 0,52 % en 2014 selon les

prévisions (voir tableau I). Parallèlement, la consommation de riz continue de croître fortement à un taux de 2,9 % en 2013/14, et de 2,2 % en 2014/15 selon les prévisions. En conséquence, la FAO anticipe en 2014/15 un déficit de production pour la première fois en une décennie.

Tableau : Le marché mondial du riz en résumé, 2012-2015  
(en millions de tonnes, équivalent riz blanchi)

	2012/13	2013/14	2014/15
Production	490,9	498,0	500,7
Utilisation	477,8	491,5	502,3
Commerce	37,1	39,4	39,8
Stocks finaux	175,4	181,4	179,7

Source : FAO, Rice Market Monitor, juillet 2014, <http://www.fao.org/3/a-i3945e.pdf>.

Un autre développement qui renforce potentiellement cette tendance est le résultat du rapport OCDE/FAO de 2014 sur les perspectives agricoles montrant que la demande qui s'accélère pour les produits d'élevage devrait modifier les modèles de la production céréalière. Cette dernière pourrait très bien se déplacer du blé et du riz vers les céréales secondaires utilisées pour l'alimentation animale, ce qui entraînerait une expansion moindre de la production de riz au niveau mondial.

Cependant, les conséquences des tendances des prix à court terme, liées à des décisions politiques dans les principaux pays consommateurs et exportateurs de riz, devront être gérées. Cela pourrait prendre la forme d'un contrôle attentif de l'interprétation et de l'application de la clause de paix de l'OMC sur les stocks publics alimentaires pour des raisons de sécurité alimentaire par les pays en développement (voir rapport *Agritrade À la une* « Aspirations et attentes des pays ACP et issue de la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC », 11 décembre 2013). Des

inquiétudes ont été exprimées quant à la portée des impacts commerciaux inattendus dans le secteur rizicole suite à la mise en œuvre de soutiens gouvernementaux maintenant permis par la clause de paix dans les principaux pays producteurs de riz. Ces effets imprévus pourraient compliquer les efforts consentis en Afrique de l'Ouest pour promouvoir une plus grande autosuffisance en riz, ainsi que les efforts du Guyana pour trouver de nouveaux marchés d'exportation pour sa production propre en pleine expansion.

L'examen annuel des prix alimentaires de l'ODI pour 2013/14 suggère que, jusqu'à présent, les producteurs africains ont bien répondu à ce nouveau contexte de prix plus élevés dans le secteur rizicole, l'Afrique enregistrant l'amélioration la plus importante en matière de production suite à la hausse des prix de 2008 (voir article *Agritrade* « Une réponse vigoureuse des producteurs des pays en développement à la crise des prix des denrées alimentaires de 2008 allège la pression sur les cours céréaliers mondiaux », 4 août

2014). Cette réponse des producteurs a été soutenue par les efforts des gouvernements et des bailleurs pour promouvoir une expansion de la production de riz, si bien que le Département américain de l'agriculture (USDA) a fait état de niveaux presque records de la production rizicole en Afrique subsaharienne en août 2014. Cependant, malgré ces gains de production en 2014, la FAO estime que les importations africaines devraient augmenter de 4 % pour atteindre 13,9 millions de tonnes en 2014/15. En comparaison, les importations annuelles s'élevaient à 10,3 millions de tonnes en moyenne sur la période 2009-2011 – soit une hausse de 35 % en importations. La majorité de cette augmentation aura lieu en Afrique de l'Ouest, avec 8,3 millions de tonnes de riz importées dans la région en 2014. Dans l'ensemble, selon les prévisions OCDE/FAO, les importations africaines totales de riz devraient représenter 38 % des importations mondiales de riz en 2023, alors que ce chiffre est aujourd'hui de 31 %.

En ce qui concerne le marché européen, vers lequel certains pays ACP des Caraïbes producteurs de riz exportent, la surface cultivée en riz a décliné depuis 2011/12 (- 5,5 % d'ici à 2014/15). Cette diminution a entraîné une baisse de la production européenne de riz (- 7,8 %). Parallèlement, la consommation européenne de riz a augmenté de 1,6 % sur la période correspondante. Dans ce contexte, les importations européennes de riz continuent de croître.

En 2013/14, le volume de riz pour lequel des licences d'importation de l'UE étaient accordées a augmenté de 35 % pour le riz paddy, de 3,5 % pour le riz décortiqué et de 30,4 % pour le riz blanchi et semi-blanchi. Dans l'ensemble, le tonnage en équivalent riz blanchi permis par les licences d'importation a augmenté de 17,6 %.

En ce qui concerne les échanges commerciaux effectifs en juin 2014, la CE a annoncé une hausse de 3,9 % des importations de riz de septembre 2013 à mai 2014 en comparaison avec la période correspondante en 2012/13.

Cependant, avec l'érosion de la valeur des préférences traditionnelles dans le secteur rizicole, résultant du processus de réforme de la Politique agricole commune (PAC) et de l'amélioration de l'accès au marché pour les exportateurs de riz des pays en développement non ACP, l'attractivité du marché européen pour les exportations ACP de riz s'est fortement réduite.

---

*« L'attractivité du marché européen pour les exportations ACP de riz s'est fortement réduite »*

---

Alors que les licences pour les exportations de riz européennes ont progressé de 29,3 % en 2013/14, durant cette même période, les variétés de riz exportées visent les marchés non ACP pour la plupart et ne rentrent pas directement en concurrence avec la production de riz ACP.

### Développements en Afrique de l'Ouest et centrale dans le secteur rizicole

#### Principaux développements liés à la production et au commerce

Selon le *Rice Market Monitor* de la FAO de juillet 2014, la saison rizicole de 2013 en Afrique de l'Ouest a produit une récolte « record de 13,7 millions de tonnes (8,7 millions de tonnes d'équivalent riz blanchi) ». Les projections préliminaires de la FAO pour 2014 suggèrent que la production devrait encore augmenter pour atteindre 8,8 millions de tonnes de riz blanchi. Cette expansion continue est due « au soutien des

gouvernements et à l'investissement accru dans le secteur », qui a fait progresser la surface cultivée en riz.

Cependant, la situation de la production de riz n'était pas positive partout dans la région, avec « des conditions météorologiques erratiques » affectant les volumes récoltés, qui ont diminué au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana, au Liberia, au Niger et au Sénégal en 2013. La FAO a aussi prévu une baisse de 2 % de la production nigériane en 2014 en raison de conditions climatiques moins favorables.

---

*« Il n'y a pas eu d'avancées significatives en matière de réduction des importations de riz »*

---

Malgré l'expansion générale de la production rizicole en Afrique de l'Ouest, il n'y a pas eu d'avancées significatives en matière de réduction des importations de riz. Outre les besoins accrus en riz importé des pays où la production est en déclin (par ex. le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Liberia, le Niger et le Sénégal), une demande croissante des consommateurs gonfle les importations de riz. L'USDA prévoit que la réduction des tarifs douaniers au Nigeria, liée aux mesures politiques conçues pour promouvoir les investissements dans la production de riz par les entreprises importatrices de riz, va aboutir à une hausse des importations en 2013/14 et 2014/15 (25 % et 16,7 % respectivement). Cette hausse des importations de riz se produit malgré l'annonce en juillet 2014 d'investissements majeurs dans le secteur rizicole au Nigeria.

La disponibilité du riz bon marché de Thaïlande jusqu'en juin 2014 a aussi contribué à la hausse des importations ouest-africaines de riz. Dans l'ensemble, en 2014, ces importations devraient augmenter de 4 % pour atteindre 8,3 millions de tonnes.

En Afrique centrale, les producteurs camerounais se sont longtemps plaints de leur incapacité à concurrencer le riz vendu à bas prix des pays tiers, et la demande intérieure croissante a été de plus en plus satisfaite par les importations. En 2009, afin de stopper le déclin de la production, le gouvernement du Cameroun a lancé sa Stratégie nationale de développement du riz, et a fixé l'objectif de production à 627 250 tonnes de riz blanchi pour 2018. L'USDA estime que la production de riz du Cameroun en 2012 couvrirait 14 % de la consommation intérieure, le reste étant assuré par les importations. Cependant, en 2013, la FAO annonçait que le Cameroun avait augmenté sa production de riz de 22 % par rapport à l'année précédente.

Afin d'atteindre l'objectif fixé pour 2018, le gouvernement camerounais fournirait une assistance pour la recherche sur le riz, des installations pour l'irrigation, la transformation et la commercialisation, ainsi que des formations, des subventions aux intrants et des locations d'équipements. Quelques producteurs se sont montrés critiques par rapport à la mise en œuvre des mesures de soutien du gouvernement, sachant qu'il est de plus en plus reconnu que la réalisation du potentiel de production du Cameroun nécessitera des mesures de long terme.

---

*« Des gouvernements ont réduit les droits sur les importations de riz, afin de tirer profit des possibilités de réexportation de riz vers le Nigeria »*

---

Bien que certains producteurs aient demandé une protection commerciale accrue pour le riz, en février 2014, le site nigérian *Ships and Ports Daily* a rapporté que le gouvernement camerounais (avec le gouvernement du Bénin) avait réduit les droits sur les importations de riz, afin de tirer profit



des possibilités de réexportation de riz vers le Nigeria. Il a été indiqué qu'au Cameroun le gouvernement avait « introduit une politique de droit à 0 % sur le riz, alors que ce droit était de 10 % auparavant ». Cette baisse aurait entraîné un « détournement de tous les navires transportant du riz censés se rendre au Nigeria vers ces pays ou les pays voisins ». Cependant, on ne sait pas dans quelle mesure cette politique a réellement affecté le processus de réformes tarifaires en cours au Nigeria.

### Débats politiques en Afrique de l'Ouest et centrale

De nombreux changements sont intervenus au plan politique dans le secteur du riz en Afrique de l'Ouest en 2013/14, les exemples suivants en étant représentatifs. En 2013, le gouvernement de Gambie a annoncé des plans pour augmenter la production de riz en introduisant de nouvelles variétés et en améliorant l'approvisionnement en intrants. Le gouvernement a annoncé ensuite qu'il « cherchait à promouvoir la culture de riz à grande échelle, les récoltes multiples, ainsi que des améliorations des infrastructures ». L'introduction d'une interdiction d'importation de riz était examinée pour 2016.

Cependant, selon la FAO, bien que la production ait atteint un niveau record en 2013, équivalent à 47 000 tonnes de riz blanchi, quelque 137 000 tonnes d'importations étaient toujours requises afin de satisfaire les besoins de la consommation intérieure, s'élevant à 178 822 tonnes. Le gouvernement a par conséquent reconsidéré sa décision d'interdire les importations de riz à partir de 2016. La possibilité d'imposer une telle mesure dépend de l'atteinte ou non des objectifs d'autosuffisance. Les experts locaux ont fait valoir avec force que toute interdiction d'importation si le pays n'atteignait pas ses objectifs d'autosuffisance tout

simplement « aboutirait à la contrebande de riz, comme c'est le cas au Nigeria ».

De la même manière, le gouvernement du Ghana cherche activement à promouvoir la production locale de riz afin de réduire sa dépendance à l'égard des importations et atteindre l'autosuffisance complète d'ici à 2018, « année pour laquelle il est planifié que la production atteindra 1,2 million de tonnes » (voir article *Agritrade* « [Les différentes politiques appliquées au secteur du riz gagneraient à partager leur expérience en Afrique de l'Ouest](#) », 29 octobre 2014). Des programmes spécifiques devraient permettre d'atteindre cet objectif, notamment des programmes ciblant les jeunes, des subventions aux intrants, ainsi que la « distribution de semences améliorées, la réhabilitation et l'expansion des systèmes d'irrigation et le développement de structures de collecte d'eau ». La FAO, cependant, suggère dans le *Rice Market Monitor* que l'objectif du gouvernement du Ghana pourrait être trop ambitieux, puisque celui-ci nécessiterait une croissance de la production de 20 %.

Au Liberia, le gouvernement cherche à encourager la production locale de riz en introduisant une exigence d'approvisionnement local pour toutes les agences gouvernementales. Cette mesure devrait créer un marché pour environ 3 500 tonnes de riz, le premier achat étant effectué maintenant auprès de producteurs opérant dans le cadre du programme d'assistance de l'agence d'aide au développement américaine USAID. Créer des opportunités de marché pour les producteurs locaux de riz à travers de telles initiatives publiques est considéré comme essentiel si les efforts visant à développer la production veulent être durables.

Pendant ce temps, au Nigeria, est mise en œuvre la politique révisée

pour le secteur rizicole, qui comprend des tarifs douaniers plus bas pour les entreprises qui investissent dans le développement de liens en amont avec les producteurs et les transformateurs de riz (voir article *Agritrade* « [Le Nigeria élargit encore les concessions tarifaires pour soutenir la création de liens en amont dans le secteur du riz](#) », 24 août 2014).

En juillet 2014, en raison des réductions douanières, différentes entreprises locales et internationales travaillant sur les produits de base ont investi dans la production rizicole. Selon des informations en ligne, Dangote Industries a annoncé une expansion de ses investissements dans le secteur rizicole, de 300 millions \$US à 1 milliard \$US dans cinq États, ce qui devrait se traduire par une production de 1,4 million de tonnes de riz paddy. Olam International a aussi annoncé une expansion de sa production de riz, de 6 000 à 10 000 hectares. Dans les deux cas, il est envisagé qu'une filiale incluant une minoterie soutienne la production de riz à petite échelle à travers la mise à disposition d'intrants, de formations, et d'un marché pour ce riz.

Des représentants d'Olam affirment que le modèle adopté « démontre comment des fermes commerciales à grande échelle peuvent travailler main dans la main avec des petits producteurs pour remplir les objectifs du programme du gouvernement de transformation agricole » (voir article *Agritrade* « [Les réformes de la politique commerciale et les investissements se poursuivent dans le secteur du riz du Nigeria](#) », 26 octobre 2014). Ces systèmes sont considérés comme une preuve de l'impact de la politique consistant à offrir des incitations (notamment des incitations en termes de politique commerciale) à des entreprises qui contribuent à la réalisation d'objectifs politiques dans un secteur donné.

Cependant, malgré cet investissement, selon la FAO, la récolte de riz du Nigeria devrait diminuer de 2 % en comparaison avec 2013, en raison de conditions climatiques moins favorables.

Les acteurs locaux du secteur continuent à affirmer que le différentiel de tarif douanier entre le Nigeria et ses voisins devrait encore encourager les importations illégales et saper les efforts pour développer des liens en amont avec le secteur rizicole. Ceci devrait mettre en exergue l'importance d'une harmonisation des politiques commerciales dans le secteur rizicole en Afrique de l'Ouest, un développement qui pourrait être encouragé par l'accord conclu par la CEDEAO et l'UEMOA sur un tarif extérieur commun (TEC), dont la mise en œuvre est prévue en 2015 (voir article *Agritrade* « [La CEDEAO convient d'un tarif extérieur commun avec une protection agricole plus importante](#) », 24 février 2014).

### Développements dans le secteur rizicole en Afrique australe et de l'Est

#### Principaux développements liés à la production et au commerce

En termes de production, en Afrique australe et de l'Est, Madagascar est de loin le plus grand consommateur et producteur de riz. Selon le *Rice Market Monitor* de la FAO de juillet 2014, après deux saisons médiocres depuis 2010, la récolte de 2014 devrait être plus élevée de 19 % par rapport à 2013, et atteindre 2,9 millions de tonnes d'équivalent riz blanchi. Ce redressement est le résultat des « conditions de culture favorables », avec un niveau de précipitations approprié, des dommages liés aux cyclones limités ainsi que des mesures de contrôle des ravageurs améliorées.

Au sein de la CAE, les craintes d'une récolte réduite en Tanzanie se sont

éloignées, la FAO prévoyant une hausse de 4 % en 2014 par rapport aux niveaux de 2013, ce qui représenterait environ 1,4 million de tonnes de riz blanchi. La FAO attribue les hausses récentes de la production en Tanzanie à une augmentation de la surface cultivée en riz et à une amélioration continue des rendements (2 t/ha comparé à 1,7 t/ha en 2005). Ces développements sont en partie liés aux programmes de subventions aux intrants ainsi qu'à l'adoption croissante de variétés de semences améliorées.

Au Kenya, parallèlement, la production devrait rester stable, à un niveau de 95 000 tonnes d'équivalent riz blanchi.

La production de riz ougandaise a augmenté de manière substantielle entre 2004 et 2010, à la suite d'une large diffusion de variétés NERICA (new rice for Africa – nouveau riz pour l'Afrique) (+ 80 % entre 2004 et 2010). Les rapports de presse ont fait état de gains de production supplémentaires durant l'année 2012 (+ 14,7%). Cependant, le processus d'urbanisation entraîne une hausse de la consommation de riz par personne en Ouganda, avec en 2012 une consommation estimée à 350 000 tonnes d'équivalent riz blanchi, ce qui aboutit par conséquent à un déficit en riz. Par ailleurs, des défis liés à la qualité sont aussi rencontrés en Ouganda, du fait de faibles capacités de transformation et de stockage, ainsi que d'un manque d'information des producteurs sur la manière de gérer la récolte.

Après des gains de production les saisons précédentes, la production de riz devrait baisser légèrement au Rwanda suite à des pluies erratiques et des pénuries d'intrants. De la même manière, au-delà de la CAE, la FAO prévoit un déclin de la production mozambicaine de 3 %, à 227 000 tonnes d'équivalent riz blanchi, suite à des « pertes localisées causées par

des précipitations excessives et les inondations qui s'en sont suivies ».

En Zambie et au Malawi, une saison favorable à la production de riz est prévue, avec respectivement une augmentation de 11 % (à 50 000 tonnes ou 33 000 tonnes d'équivalent riz blanchi) et de 5 % (à 131 000 tonnes ou 85 000 tonnes d'équivalent riz blanchi). Dans le cas du Malawi, ces meilleurs résultats sont le fait, d'après la FAO, de « plantations plus importantes et de rendements plus élevés grâce aux conditions climatiques favorables ».

S'agissant des échanges commerciaux, Madagascar devrait importer 3 % de riz en moins, alors qu'au sein de la CAE il est prévu une augmentation de 4 % des importations kényanes, une baisse de 21,5 % des importations tanzaniennes et une stabilisation des importations du Rwanda à 33 000 tonnes. Pendant ce temps, les importations vers l'Afrique du Sud, qui est le deuxième plus grand importateur de riz d'Afrique subsaharienne, devraient augmenter de 4 %, à 1,4 million de tonnes.

#### Débats politiques en Afrique australe et de l'Est

---

*« Les débats politiques autour du secteur rizicole dans la région sont les plus intenses dans la CAE »*

---

Les débats politiques autour du secteur rizicole dans la région sont les plus intenses dans la CAE. Alors que le TEC de la CAE est fixé à 75 % pour le riz, les gouvernements nationaux peuvent « revoir la structure du tarif extérieur commun et approuver des mesures ayant pour objectif de remédier à un effet adverse qu'un État pourrait connaître du fait de la mise en œuvre » des engagements du TEC, selon le Protocole de la CAE sur l'établissement

de l'union douanière d'Afrique de l'Est. Cette dérogation a donné lieu à l'application de différents tarifs douaniers pour le riz au sein de la CAE. Dans le cas du Kenya, l'application de tarifs douaniers réduits sur les importations de riz en provenance du Pakistan était liée à des concessions réciproques sur les exportations kényanes de thé.

En 2013/14, le gouvernement kényan a subi des pressions pour qu'il augmente le tarif douanier appliqué sur les importations de riz « afin de garantir que le marché intérieur ne sature pas » à cause d'importations de riz bon marché. Geoffrey Kirenga, le directeur exécutif du Southern Agriculture Growth Corridor of Tanzania (SAGCOT, Corridor Sud de croissance de l'agriculture de la Tanzanie) a fait valoir que la décision du gouvernement en 2013 « de renoncer au droit de douane sur 60 000 tonnes de riz importé (...) était une erreur et qu'elle ne devrait pas se répéter » en 2014. M. Kirenga a soutenu que la décision avait provoqué des baisses de prix du riz local, alors que le riz tanzanien devait faire face à une concurrence accrue sur les marchés régionaux (voir article *Agritrade* « [Les parties prenantes du secteur du riz tanzanien appellent à une application cohérente des droits d'importation sur le riz](#) », 21 juillet 2014). La situation de marché créée par les importations de riz bon marché en provenance d'Asie a fait que Kilombero Plantation Limited (KPL), la principale entreprise soutenant la production de riz à petite échelle dans le cadre de l'initiative SAGCOT, a annoncé des pertes financière majeures en raison de la baisse des prix locaux de gros de 54 %, rendant les ventes du riz produit localement peu rentables, avec pour conséquence une accumulation des stocks de riz.

Cependant, il a été reconnu qu'une action unilatérale du gouvernement

tanzanien encouragerait le commerce non déclaré de riz. C'est dans ce contexte qu'une approche collective rassemblant les pays de la CAE a été privilégiée, lorsque les ministres se sont mis d'accord en juin 2014 sur une hausse du tarif douanier appliqué de 25 % à 35 % (avec un droit minimum de 200 \$US/tonne, contre 100 \$US/tonne dans le cas d'une chute des prix mondiaux).

Seul l'Ouganda s'est exempté lui-même de cette décision, préférant maintenir son droit à 75 % afin d'encourager la production intérieure (voir article *Agritrade* « [Le débat s'intensifie sur les droits de douane applicables au riz de la CAE](#) », 30 octobre 2014). Cet accord collectif a permis au gouvernement tanzanien de laisser sa dérogation de 2013 sur le tarif douanier expirer, sans crainte d'alimenter la contrebande de riz au sein de la CAE.

Les producteurs de riz ont bien accueilli l'introduction de cette protection renforcée. Les producteurs kényans ont aussi appelé à davantage d'investissements dans l'irrigation et de soutien pour l'approvisionnement en intrants. Les importateurs kényans de riz se sont cependant plaints que la hausse du tarif douanier pourrait provoquer la faillite des petits importateurs, tandis que les exportateurs de riz pakistanais affirmaient que les nouvelles charges entraîneraient une augmentation des droits totaux collectés sur les importations kényanes annuelles de riz de 180 à 260 millions \$US. Jusqu'à présent, les mesures du Kenya pour accroître la protection tarifaire dans le secteur rizicole ne se sont pas traduites par des mesures compensatoires de la part des autorités pakistanaises en ce qui concerne les exportations kényanes de thé.

La FAO a toujours souligné l'importance de la mise en place d'un TEC

approprié pour les produits alimentaires de base. Cette question est cependant liée à celle de la gestion et la mise en œuvre effectives au niveau national de politiques tarifaires convenues au niveau régional. L'analyse limitée qui a été faite jusqu'à présent suggère qu'un droit de 35 % pourrait permettre aux producteurs de riz de la CAE, productifs et peu productifs, de rester compétitifs, mais que les bénéfices seraient répartis de manière inéquitable, les producteurs de riz tanzaniens, par exemple, tirant avantage de ce taux au détriment des consommateurs kényans.

---

*« La FAO a toujours souligné l'importance de la mise en place d'un TEC approprié pour les produits alimentaires de base »*

---

La question du coût de la protection des producteurs locaux de riz pour le consommateur devrait gagner en importance, la demande de riz des consommateurs ne cessant d'augmenter dans la CAE. Cela va nécessiter de s'orienter vers des politiques permettant d'apporter des améliorations le long de la chaîne d'approvisionnement du riz – de l'amélioration des intrants de production et des infrastructures de stockage à l'élimination des barrières non tarifaires et informelles au commerce intra-régional, en passant par la réduction des coûts de transport élevés, l'amélioration des techniques de transformation, l'harmonisation des normes de classification et de qualité. Des progrès dans tous ces domaines seront essentiels si l'on veut renforcer la compétitivité du prix du riz d'Afrique de l'Est vis-à-vis du riz importé (voir article *Agritrade* « [Potentiel de production élevé en Afrique de l'Est et barrières au commerce intra-régional](#) », 13 juin 2013). L'avancée vers une application plus harmonisée des tarifs douaniers de la CAE qui s'est produite

en 2014 peut être vue comme l'établissement d'un cadre politique plus stable pour relever ces défis.

### Développements dans le secteur rizicole des Caraïbes et du Pacifique

#### Tendances de la production dans les Caraïbes

Les principaux producteurs de riz dans les Caraïbes sont la République dominicaine (RD), le Guyana, le Suriname et Haïti. En 2013/14, la production rizicole en RD était de 540 000 tonnes, ce qui représente en moyenne ce qui a été produit les cinq dernières années, et une augmentation de 0,4 % est prévue pour 2014/15. La consommation de riz en RD s'est stabilisée autour de 550 000 tonnes après une hausse de 31 % pendant la première décennie du nouveau millénaire. Il subsiste donc un petit déficit, qui est comblé par les importations, en grande partie en provenance des États-Unis.

La production de riz au Guyana a régulièrement augmenté ces dernières années (de 80 % environ depuis 2007), avec une croissance particulièrement forte depuis 2010. En 2013 seulement, la production de riz a progressé de 25 %, et une croissance supplémentaire est prévue par le gouvernement pour 2014, amenant la production à un niveau d'environ 614 000 tonnes. (Les projections de la FAO sont plus modestes, à 570 000 tonnes, alors que l'USDA prévoit une production de 536 000 tonnes.) Cette croissance augmente considérablement les excédents exportables du Guyana.

En 2013, la production de riz au Suriname a atteint 151 000 tonnes, en hausse de 26 % depuis 2009, et devrait croître de 4,6 % encore en 2014. Cette tendance reflète la croissance continue depuis 2010. La consommation

intérieure a progressé de seulement 16 % entre 2009 et 2013, d'où une hausse de 75 % de l'excédent exportable du Suriname (de 20 000 à 35 000 tonnes).

Après une saison médiocre en 2012, la production rizicole en Haïti a rattrapé en 2013 son niveau d'avant la saison de 2012, grâce à une hausse de 26 %. Bien que Haïti ait été largement autosuffisant en riz jusqu'au milieu des années 1980, la consommation de riz a été multipliée presque par six jusqu'en 2012, ce qui a entraîné une hausse considérable des importations – en 2012, les importations représentaient plus des trois quarts du riz consommé en Haïti. Étant donné que les importations de riz en provenance des États-Unis coûtent moitié moins cher que le riz produit localement, certains analystes mettent en question la viabilité commerciale de la production rizicole en Haïti. Ainsi, il a été suggéré que le soutien à la production de racines traditionnelles pourrait offrir de meilleurs résultats en matière de sécurité alimentaire.

#### Principales tendances commerciales dans les Caraïbes

Pour le Guyana, l'expansion rapide de la production de riz a créé des difficultés de stockage, nécessitant des investissements importants du gouvernement dans le séchage et le stockage. Durant la période 2013/14, étant donné ces problèmes de stockage, le gouvernement a cherché à trouver de nouveaux marchés d'exportation et à consolider et étendre des marchés déjà établis. Ainsi le gouvernement s'est-il employé à faciliter les exportations de riz à travers des contacts de gouvernement à gouvernement, tandis que le secteur privé se chargeait des négociations sur les prix (lorsqu'il ne s'agissait pas des ventes de stocks détenus par les gouvernements). Le gouvernement

cherche aussi activement à traiter les problèmes sanitaires et phytosanitaires qui pourraient apparaître sur ces nouveaux marchés.

Les difficultés rencontrées pour garantir des marchés d'exportation, notamment les retards d'expédition dans le cadre de l'accord renouvelé riz contre pétrole avec le Venezuela (qui en 2013 concernait 110 000 tonnes de riz blanc et 88 000 tonnes de riz paddy), ont entraîné des retards de paiement des usiniers aux producteurs, ce qui a suscité des préoccupations quant à la durabilité financière future de la croissance de la production. Ces préoccupations ont été renforcées par la concurrence intense des exportateurs de riz asiatiques sur les marchés caribéens et régionaux (avec notamment l'accord entre les gouvernements haïtien et vietnamien). Cette concurrence accrue de la part des exportateurs asiatiques a fait que les exportateurs guyaniens étaient à peine en mesure de vendre à des prix supérieurs à leur seuil de rentabilité sur les marchés régionaux dans les Caraïbes.

Il a été reconnu qu'en raison du fait que le Guyana s'était habitué à obtenir des primes sur les prix pour ses exportations de riz (par ex. sur les marchés européens et au Venezuela) la question n'était pas simplement de trouver de nouveaux marchés d'exportation, mais de trouver des marchés suffisamment rémunérateurs pour soutenir l'expansion de la production.

Un point clé de la stratégie d'exportation du Guyana au niveau régional a été de « déloger les États-Unis en tant que fournisseur de la région des Caraïbes » (voir article *Agritrade* « [Les États-Unis perdent du terrain face aux exportateurs de riz intra-CARICOM tandis que les exportations de riz du Guyana augmentent](#) », 23 mars 2014). Cet objectif a été atteint sur le marché jamaïcain,



les exportations de riz des États-Unis vers la Jamaïque étant tombées de 46 000 tonnes en 2008 à zéro en 2013. Le Guyana fournit quelque 60 000 tonnes des besoins en importations de la Jamaïque et le Suriname une grande partie du reste. Selon l'USDA, le succès des exportations caribéennes sur le marché jamaïcain est imputable au TEC de 25 % pour le riz et au traitement préférentiel pour les importations du Suriname et du Guyana.

---

*« Un point clé de la stratégie d'exportation du Guyana a été de déloger les États-Unis en tant que fournisseur de la région des Caraïbes »*

---

En mars 2014, des négociants privés du Guyana « ont conclu un accord avec Haïti pour exporter 50 000 tonnes », selon le site web d'informations sur le riz *Oryza.com*. Le gouvernement du Guyana avait fixé un objectif de 100 000 tonnes d'exportations vers Haïti en 2014, et les efforts se sont poursuivis pour négocier un autre accord entre gouvernements pour approvisionner encore 50 000 tonnes (voir article *Agritrade* « [Le Guyana développe avec succès sa production de riz et trouve de nouveaux marchés](#) », 18 octobre 2014).

En 2013/14, des possibilités de marchés ont été explorées au Belize, au Panama, au Brésil, dans l'UE et même en Afrique. Le 14 août 2014, après 18 mois de discussions, un accord pluriannuel prévoyant l'exportation de 5 000 tonnes de riz guyanien par mois vers le Panama a été annoncé, dans le cadre d'un accord de coopération agricole plus large. Le Guyana fournira 50 000 tonnes sur les 150 000 tonnes de besoins annuels d'importations au titre de cet accord entre gouvernements, et les opérateurs privés guyaniens auront des droits d'accès équivalents pour faire des offres sur les

100 000 tonnes restantes des besoins en importations.

---

*« La nécessité de trouver des marchés d'exportation pour augmenter rapidement la production a suscité un regain d'intérêt aux marchés européens »*

---

La nécessité de trouver des marchés d'exportation pour augmenter rapidement la production a suscité un regain d'intérêt aux marchés européens. Alors qu'entre 2006/07 et 2012/13 les exportations de riz décortiqué du Guyana vers l'UE ont baissé de 83 % (de 81 142 à 13 812 tonnes d'équivalent riz blanchi), dans les cinq premiers mois de la saison 2013/14, les exportations de riz décortiqué vers l'UE ont plus que triplé par rapport à la même période en 2012/13. Cette évolution doit être considérée dans le contexte d'un déclin de 20 % des importations de riz totales de l'UE sur les cinq premiers mois de 2013/14 par rapport aux cinq premiers mois de 2012/13.

Ces dernières années, le Suriname a augmenté ses exportations de riz blanchi et semi-blanchi vers l'UE (+ 93 % depuis 2006/07). Jusqu'en 2012/13, les exportations de riz blanchi et semi-blanchi comptaient pour 29 % des exportations de riz du Suriname vers l'UE, contre 14 % en 2006/07. Pour le Suriname, le marché de l'UE représente maintenant 30 % de ses exportations de riz, alors que pour le Guyana ce taux s'élève à 3,5 %.

Le regain d'intérêt pour les marchés européens pourrait être renforcé par la pression des producteurs européens pour l'introduction de dispositions de sauvegarde pour les importations de riz dans le cadre de l'initiative « Tout sauf les armes » (TSA), à travers laquelle les importations de riz en provenance de bénéficiaires de

l'initiative non ACP représentent maintenant 17,5 % des importations de l'UE, contre 0,5 % en 2007/08 (voir article *Agritrade* « [Tendances des exportations de riz ACP vers l'UE](#) », 4 février 2014). L'introduction de sauvegardes pour contrer les exportations de riz dans le cadre de l'initiative TSA pourrait créer plus de place pour les exportateurs de riz caribéens traditionnels, en particulier le Suriname, qui cherche de plus en plus à exporter du riz transformé vers le marché européen. Le marché européen du riz préemballé prêt pour la vente au détail gagne en importance chez les exportateurs de riz, ce segment de marché représentant 20 % des importations de riz de l'UE en 2012/13.

Au départ, le Guyana a concentré ses efforts de diversification sur les exportations vers le marché du Venezuela où les prix sont plus élevés, lequel représentait alors 66 % des exportations de riz du Guyana en 2012. Les initiatives conduites par le gouvernement pour développer de nouveaux marchés et pour diversifier les partenaires d'exportation ont fait que le Venezuela représente maintenant, en 2014, seulement 35 % des exportations du Guyana.

### Développements dans le secteur rizicole du Pacifique

---

*« Les efforts se poursuivent à Fidji et en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour encourager la production de riz »*

---

Les efforts se poursuivent à Fidji et en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour encourager la production de riz. Ces efforts se concentrent de plus en plus sur le développement de la coopération technique avec les pays asiatiques producteurs de riz (Chine, Indonésie, Philippines). Il a été suggéré que les investissements dans la production rizicole pourraient être liés à un accès

aux ressources de pêche (par ex. dans le cadre de la coopération Philippines-PNG). Cependant, les initiatives visant à utiliser l'établissement d'un monopole d'importation pour encourager l'investissement dans la production locale de riz en PNG ont été discrètement arrêtées.

Le gouvernement de Fidji continue à afficher une certaine confiance dans les possibilités d'augmenter la production locale et de réduire les importations. Avec son Programme de revitalisation du riz, le gouvernement espère faire bondir la production à 8 000-9 000 tonnes, contre 6 873 tonnes produites en 2013 (bien plus que les 2 037 tonnes de 2012). En mai 2014, l'entreprise d'État Rewa Rice a annoncé des plans pour développer sa propre production de riz, en complément de celle des agriculteurs. Cela s'inscrit dans les plans plus larges de développement de nouvelles variétés de riz et permettra de donner une nouvelle image de marque aux produits Rewa Rice. Par ailleurs, en août 2014, une entreprise coréenne a annoncé des plans pour développer et mettre en culture de riz 35 hectares de terres.

exportateurs de riz ACP et pour les pays ACP dont les gouvernements cherchent à promouvoir la production de riz afin de satisfaire les besoins du marché intérieur.

---

*« Il y a une nécessité de contrôler avec attention la mise en œuvre de la clause de paix de l'OMC sur les stocks publics pour des motifs de sécurité alimentaire »*

---

Il en résulte la nécessité de contrôler avec attention la mise en œuvre de la clause de paix de l'OMC sur les stocks publics pour des motifs de sécurité alimentaire. Les gouvernements ACP devraient peut-être activer les dispositions liées à la consultation incluses dans l'accord de décembre 2013 afin de s'assurer que les mesures adoptées à des fins de sécurité alimentaire par les principales économies exportatrices « ne nuisent pas à la sécurité alimentaire des autres membres », ainsi que l'énonce la clause.

### Trouver un équilibre entre des intérêts des consommateurs et des producteurs

Les opportunités émergentes pour les producteurs africains dans la perspective de prix mondiaux plus élevés doivent être mises en balance avec le coût que représentent les hausses de prix de ce produit alimentaire de base de plus en plus populaire pour les consommateurs africains. Dans de nombreux pays ACP où les gouvernements cherchent à promouvoir la production rizicole pour répondre à la demande locale, les outils de politique commerciale doivent être utilisés de manière équilibrée, étant donné l'écart important entre les coûts de la production rizicole locale dans de nombreux pays et le prix des importations. Dans ce contexte, l'utilisation par l'UE de

quotas tarifaires dans le secteur rizicole pourrait être un exemple à suivre, en tant qu'outil permettant de concilier les intérêts des producteurs et des consommateurs.

### Le besoin d'une harmonisation continue des politiques régionales

L'expérience en Afrique de l'Ouest semble mettre en lumière l'importance d'une harmonisation politique plus importante pour le secteur du riz au sein des configurations régionales des accords de partenariat économique avec l'UE et des régions contiguës. Comme l'expérience de la CAE le montre, même lorsqu'un TEC est en place, les flexibilités permises au sein de processus d'intégration régionale peuvent mener à une application des tarifs douaniers qui diffère d'un pays à l'autre. Il en résulte un besoin de poursuivre les efforts au niveau sectoriel pour promouvoir une coordination des politiques commerciales et une harmonisation progressive, afin de garantir que les dérogations spéciales ne minent pas le fonctionnement et le développement propres des marchés nationaux et régionaux du riz.

Cette leçon est potentiellement importante pour la CEDEAO et l'UEMOA étant donné leur intention de mettre en œuvre un TEC au cours de l'année 2014 (voir article *Agritrade* « [La CEDEAO convient d'un tarif extérieur commun avec une protection agricole plus importante](#) », 24 février 2014).

### Partager les expériences en matière de politique commerciale dans le secteur rizicole

Une grande variété de mesures financières et commerciales ont été déployées en Afrique de l'Ouest pour tenter d'encourager la production

---

## 3. Implications pour les pays ACP

### S'assurer que les nouvelles dérogations de l'OMC sur la sécurité alimentaire ne minent pas la production ACP

Les décisions politiques dans les principaux pays exportateurs de riz peuvent avoir un impact sur les prix mondiaux du riz et avoir des implications négatives à la fois pour les

rizicole et réduire la facture des importations de riz. Une évaluation de l'efficacité des différents types de mesures politiques mises en place dans le secteur rizicole, en termes de soutien à la production et à la commercialisation durables du riz, pourrait faire émerger de nouvelles propositions en matière de politiques.

Une telle évaluation devrait fournir alors une base pour une approche pragmatique et graduelle de l'harmonisation des politiques sectorielles, un prérequis essentiel pour réduire l'impact négatif des échanges commerciaux informels sur les politiques officielles des gouvernements en Afrique de l'Ouest. Étant donné les réalités géographiques en Afrique de l'Ouest et centrale, cette approche pourrait être étendue aux pays d'Afrique centrale limitrophes, producteurs et importateurs de riz, étant donné la nature poreuse des frontières dans cette région.

Au-delà de l'Afrique, les gouvernements ACP du Pacifique cherchant à promouvoir la production locale de riz

pourraient tirer des leçons de l'expérience d'autres pays ACP utilisant des licences d'importation pour encourager l'investissement dans le développement de la production locale de riz. Cependant, la taille relativement limitée des marchés intérieurs dans les pays ACP pourrait limiter les possibilités dans ce contexte (par exemple, la population de la PNG représente 4 % de celle du Nigeria).

### Questions cruciales face à la demande de riz en croissance rapide en Afrique

Malgré les bonnes performances inattendues de la production rizicole en Afrique depuis 2008, les importations africaines de riz ont continué à augmenter. Cela soulève un certain nombre de questions :

- Comment les programmes de soutien favorisant l'accès aux intrants pourront-ils être maintenus à long terme lorsque l'aide des bailleurs prendra fin ?

- Quelles politiques sont nécessaires pour garantir que les structures internes de commercialisation opèrent de manière efficace pour approvisionner les marchés intérieurs avec une production rizicole plus importante et de qualité mais à des prix en mesure de concurrencer le riz importé ?
- Quelles politiques commerciales sont requises pour permettre une expansion rentable et durable de la production rizicole, tout en satisfaisant la demande en riz croissante des consommateurs ?
- Quelles initiatives politiques sont nécessaires pour promouvoir une plus grande harmonisation des politiques dans les secteurs rizicoles des régions ACP pour que la mise en œuvre divergente des politiques n'affecte pas les initiatives de développement sectoriel ?

#### Principales sources

1. FAO, *Rice Market Monitor*, juillet 2014

<http://www.fao.org/3/a-i3945e.pdf>

2. OECD/FAO *Agricultural Outlook 2014-2023*

<http://www.oecd.org/site/oecd-faoagriculturaloutlook/>

3. ODI *Food Prices 2013/14 Annual Review*, par S. Wiggins et S. Keats

<http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8976.pdf>

4. *Ships and Ports Daily*, site web

<http://shipsandports.com.ng/>

5. *Daily Monitor*, « Low local production driving up rice prices », par D. Nakaweesi, 27 novembre 2012

<http://www.monitor.co.ug/Business/Prosper/Low-local-production-driving-up-rice-prices/-/688616/1629532/-/emf6og/-/index.html>

6. Biznisafrika.co.za, « Dangote invests \$1 billion in Nigeria's rice production », 12 août 2014  
<https://www.homestrings.com/news-and-analysis/2014/august/12/dangote-invests-1-billion-in-nigeria-s-rice-production/#.VCVGwGccSUK>

7. East African Community Secretariat, « Protocol on the establishment of the East African Customs Union », 2 mars 2004  
[http://www.eac.int/legal/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_download&gid=183&Itemid=47](http://www.eac.int/legal/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=183&Itemid=47)

8. Oryza.com, « Guyana explores new rice export markets, private sector signs 50,000 tons export deal with Haiti », 12 mars 2014  
<http://www.oryza.com/news/rice-news/guyana-explores-new-rice-export-markets-private-sector-signs-50000-tons-export-deal>

#### À propos de cette mise à jour

Cette note de synthèse a été mise à jour en décembre 2014 afin de prendre en compte les développements depuis septembre 2013. D'autres publications dans cette série et des ressources supplémentaires sur le commerce agricole et de la pêche ACP-UE peuvent être trouvés en ligne à <http://agritrade.cta.int/fr>.



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.

Centre technique de coopération agricole et rurale (ACP-UE)  
PO Box 380  
6700 AJ Wageningen  
Les Pays-Bas  
Tél : +31 (0) 317 467 100  
E-mail: [cta@cta.int](mailto:cta@cta.int) - [www.cta.int](http://www.cta.int)